

# Des standards techniques pour la liberté à l'ère numérique

A New Governance ([anewgovernance.org](http://anewgovernance.org)), unissant plus de 100 acteurs internationaux, vise à permettre une circulation des données personnelles sous le contrôle strict des individus. L'organisme permettra de produire et mutualiser les standards de cette circulation avec le soutien de la Commission européenne. Des premiers appels à projets pour mettre en place cette nouvelle architecture s'ouvrent le 15 novembre 2019.

Convaincus que le progrès technologique actuel est source d'une redéfinition profonde des structures de notre société et donc de notre civilisation, nous mettons en oeuvre une réflexion et une action concrète pour diriger la technologie afin qu'elle serve des buts transparents, éthiques et conformes à nos valeurs.

Convaincus que la circulation et le traitement massif de données - notamment personnelles - est le moteur de ce progrès technologique, nous proposons de créer des normes, outils, une architecture et des services faisant reposer cette circulation des données sur les droits des personnes.

## Libérer la concurrence et l'innovation

Cette circulation des données sera à l'origine de grands progrès sociétaux et économiques. Par l'ouverture des données et leur accès à un plus grand nombre, elle libérera la concurrence et l'innovation. Les acteurs économiques traditionnels pourront plus facilement développer de nouveaux services avec des nouveaux entrants et les entrepreneurs pourront rapidement accéder aux données dont ils ont besoin pour construire de nouveaux services.

Dans l'éducation, la santé, le logement, l'énergie, etc., de grands progrès seront réalisés par la personnalisation et la prédiction que permettent une analyse très fine des situations. À l'inverse, les organisations et les sociétés ne se saisissant pas de l'enjeu de la circulation des données se verront irrémédiablement dépassées et remplacées. Cette libre circulation est donc un enjeu d'espoir et de survie. Elle fait écho à la libre circulation des personnes, des biens et des idées.

## Définir des règles de façon collaborative

Afin de garantir l'éthique de ces innovations, le respect de nos valeurs fondamentales dans cette transformation, il nous apparaît évident que cette circulation doit se faire dans le respect des droits et sous le contrôle strict des individus. Il est nécessaire de décentraliser le pouvoir sur le traitement des données et de le mettre dans les mains de chacun. Chaque individu pourra ainsi décider pour lui-même de ce qu'il souhaite vis à vis des technologies. Il est également indispensable de créer les règles, les normes, les standards techniques de cette circulation de données sous le contrôle des individus. Cette autodétermination informationnelle est la structure fondamentale de la nouvelle civilisation que nous souhaitons.

La loi et les droits nous donnent un cadre pour créer ces règles mais à l'ère du numérique ils doivent être traduits en standards et en code technique rapidement pour être appliqués, au risque d'être rendus obsolètes. Ceux qui définissent les standards de la circulation de données en définissent les règles, ils ont donc une emprise majeure sur le fonctionnement de la société dans son ensemble.

Nous pensons que ces règles ne doivent pas être définies par une poignée d'acteurs, quels qu'ils soient, nous pensons qu'elles doivent être définies de manière ouverte et collaborative.

C'est dans ce contexte que, a New Governance a participé au lancement de l'appel à contributions pour le « Digital Rights Summit » (ou Sommet des Droits fondamentaux du Numérique) dans le cadre du mouvement #DigitalHumanRights le 22 octobre 2019 à Paris, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

C'est pourquoi nous avons conçu « a New Governance », un organisme de gouvernance de ces standards, unissant déjà plus de 100 acteurs (privés, publics, académiques, associatifs) pour construire ensemble ces règles à partir de projets dans l'éducation, la santé, le commerce, les transports, etc., à fort potentiel économique et sociétal. Nous le construisons avec le soutien de la Commission européenne et avons reçu des premiers financements. Les premiers projets se lanceront en janvier 2020 et des places sont encore ouvertes. Un appel à projets sera lancé le 15 Novembre 2019, rejoignez-nous ([anewgovernance.org](http://anewgovernance.org)) !

Nous sommes de ceux qui ne sont plus fatalistes face à la technologie, de ceux qui gardent espoir dans son utilisation, de ceux qui veulent la mettre au service du progrès individuel et collectif.